

La fin du saucissonnage

Autor(en): **Pellegrini, Xavier**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): **24 (2012)**

Heft 95

PDF erstellt am: **11.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-970938>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



La fin du saucissonnage

Confrontés à une forte hausse du chômage de longue durée, les Etats européens ont dû décroiser leurs régimes sociaux. La Suisse, elle, est à la traîne. *Par Xavier Pellegrini*

Au Royaume-Uni, David Cameron veut franchir le Rubicon: selon le projet de son gouvernement, les bénéficiaires en âge de travailler bénéficiant de l'aide financière de l'Etat recevront tous la même somme («universal credit»), quel que soit leur statut. Il y aura des perdants, c'est pourquoi le projet est très controversé.

Cette polémique montre, s'il en était besoin, l'actualité du travail dirigé par deux chercheurs de l'Institut de hautes études en administration publique de l'Université de Lausanne (IDHEAP),

Des chômeurs se rendant à Londres dans une agence pour l'emploi (2009).
Photo : Stephen Hird/Reuters

Giuliano Bonoli, professeur, et Cyrielle Champion, assistante doctorante. Ils sont sur le point d'achever leur travail sur le remodelage des frontières internes des régimes sociaux en Europe occidentale. La fragmentation de ces régimes est en effet une caractéristique quasi générale des pays européens. Historiquement, cela s'explique aisément: tout au long du XXe siècle, il a fallu répondre successivement à des risques sociaux distincts pour les personnes en âge de travailler: perte d'emploi de courte ou de longue durée, invalidité, incapacité à s'assurer un revenu ou un revenu suffisant (aide sociale). A chacun de ces régimes correspondent des prestations différentes, et la collaboration entre les différentes institutions qui les gèrent a longtemps été quasi inexistante.

La faute au chômage de longue durée

Cette architecture cloisonnée est rendue obsolète par les évolutions socio-économiques, en premier lieu par la forte hausse du chômage de longue durée. Les personnes sortant du régime – limité dans le temps – de l'assurance-chômage deviennent dépendantes d'autres régimes: l'aide sociale et l'invalidité, dont la vocation première n'est pas la réinsertion professionnelle.

Or, cette réinsertion, même pour les gens restés très longtemps éloignés du marché du travail, a été l'alpha et l'oméga des politiques ces vingt dernières années, période étudiée par Giuliano Bonoli et Cyrielle Champion. Les recettes ont été très diverses, allant de la dotation en compétences de réinsertion des spécialistes de l'aide sociale (maintien du cloisonnement) à la fusion pure et simple de services, en passant par différents modèles de coopération. La Suisse est l'un des pays où cette coopération a été la moins poussée (même si les responsables de l'aide sociale «délèguent» largement la réinsertion aux offices régionaux de placement, sans beaucoup de succès). Comme d'autres, le Danemark et le Royaume-Uni (dès 2002) ont opté en faveur des guichets uniques pour les chômeurs et les bénéficiaires de l'aide sociale.

Mais la seule révolution (en attendant le sort de la réforme du gouvernement Cameron) est venue d'Allemagne, où l'ancien chancelier Gerhard Schröder a fusionné le chômage et l'aide sociale, ce qui, entre autres raisons, l'a contraint à provoquer des élections anticipées. On voit que le sujet peut être à haut risque politique !

La forte baisse du chômage en Allemagne depuis 2005, date de la mise en application de cette loi, semble attester de son efficacité. Toutefois, relèvent les chercheurs, d'autres facteurs ont joué, notamment la dérégulation du marché du travail due au même Schröder. ■